

terra cognita

Schweizer Zeitschrift zu Integration und Migration
Revue suisse de l'intégration et de la migration
Rivista svizzera dell'integrazione e della migrazione

Migration und Mobilität weiterdenken:
Perspektiven aus der Forschung

Repenser la migration et la mobilité:
perspectives apportées par la recherche

Ridefinire la migrazione e la mobilità:
prospettive dalla ricerca



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössische Migrationskommission EKM
Commission fédérale des migrations CFM
Commissione federale della migrazione CFM

Succès d'ensemble et nouveaux défis

Etienne Piguet

Le débat politique sur l'immigration en Suisse est féroce et récurrent. Ce bilan dépassionné montre que l'immigration se déroule bien dans l'ensemble mais qu'elle se transforme avec le poids grandissant de la migration humanitaire et familiale.

La Suisse compte, avec Singapour, l'une des plus fortes proportions de personnes résidentes nées hors de ces frontières. En 2023, on dénombrait cent huitante mille nouvelles entrées, soit environ 2 % de la population. Un record historique. Contrairement à de nombreux autres pays, la Suisse n'a pas connu de ralentissement de l'immigration avec la crise financière de 2008 et la pandémie de 2020. Cette forte immigration n'est pas sans susciter des controverses. Pour les milieux nationalistes-conservateurs, la Suisse serait en danger de submersion. Une initiative populaire de plafonnement – « Pas de Suisse à 10 millions ! » – a abouti en 2024 et fera l'objet d'un vote populaire. Malgré ces soubresauts épisodiques, le bilan objectif de l'immigration en Suisse s'avère globalement positif.

Une intégration harmonieuse...

Cinq indicateurs témoignent du déroulement favorable de l'immigration : l'acquisition de la langue, la convergence des niveaux de formation, la proximité spatiale, la mixité des mariages et l'acquisition de la citoyenneté. Dans leur grande majorité, les personnes immigrées et surtout leurs enfants ont acquis les moyens d'entrer en contact avec leur nouvel environnement. Trois-quarts des personnes issues de la migration déclarent comme langue principale la même langue que celle de leur région d'accueil. Cette proportion était inférieure à 25 % en 1970 selon le Recensement fédéral de la population. Un deuxième indicateur classique est le niveau de formation. S'il reste en deçà de celui de la population autochtone chez les personnes immigrées, cette situation reflète la politique de recrutement de main-d'œuvre peu qualifiée qui a prévalu jusqu'aux années nonante. On

constate depuis lors une convergence des profils de qualification. La répartition géographique de la population étrangère est un troisième indicateur classique. À l'échelle des quartiers, les villes suisses ne connaissent pas de confinements marqués de populations. Conséquence logique de l'acquisition de la langue, de la convergence des niveaux de formation et de la proximité spatiale, lorsqu'une personne étrangère résidant en Suisse se marie, c'est une fois sur deux avec une personne de nationalité suisse, ce qui est révélateur de contacts fréquents, d'une proximité des systèmes de valeurs et d'une perméabilité des barrières ethniques, linguistiques, religieuses, etc. On peut enfin constater que, si la Suisse reste restrictive en matière de naturalisation, les taux d'acquisition de la nationalité sont désormais dans la moyenne européenne. La perméabilité des catégories suisse et étrangère est notable et plus de 10 % des Suisses et Suissesses sont aujourd'hui des personnes naturalisées.

Comment expliquer le succès de l'immigration en Suisse ?

Une première hypothèse met en avant des arguments d'ordre culturel. La Suisse serait plus accoutumée à la diversité en raison de son multiculturalisme historique et des quatre langues nationales. L'argument doit cependant être relativisé. Certes, les institutions politiques fédérales sont marquées par une volonté de maintenir l'équilibre entre les groupes historiquement fédérés, mais ces groupes sont territorialement séparés et ne connaissent pas une mixité comparable à celle que génère l'immigration. Seules quelques rares villes et cantons sont historiquement multilingues.

Un deuxième argument culturel postule que la diversité de l'immigration serait moins marquée en Suisse qu'ailleurs. L'intégration de populations européenne serait plus facile que celle des populations arrivées de plus loin, comme par exemple en France, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Cet argument doit lui aussi être critiqué. L'immigration de pays éloignés a pris de l'ampleur en Suisse aussi sans que la distance de provenance ne soit synonyme de moindre intégration.

Plus que des raisons culturelles, ce sont des raisons économiques qui expliquent le succès de l'immigration en Suisse. Depuis la croissance économique de l'après-guerre, l'immigration a en effet toujours été étroitement dépendante du marché du travail. Seules les périodes de haute conjoncture correspondent à une forte immigration. Souvent, les personnes immigrées sont venues occuper des fonctions progressivement délaissées par les nationaux. Loin de déboucher sur une croissance du chômage, cette immigration a permis un transfert de l'emploi des personnes suisses vers des secteurs mieux rémunérés. L'acceptabilité des nouvelles arrivées s'en est trouvée fortement accrue. Durant la période récente, l'immigration a permis à l'économie suisse de croître à un rythme soutenu. Des branches telles que l'informatique ou l'industrie ont recours à des spécialistes venus du monde entier. C'est donc par et sur le marché du travail qu'une large majorité des immigrants et immigrantes acquièrent la langue et les contacts sociaux garants de leur intégration. Cette prééminence de l'économie continuera à l'avenir à influencer favorablement l'immigration mais l'immigration économique se combine désormais à d'autres motifs qui posent des défis nouveaux.

L'asile, composante croissante de l'immigration

Plus de 900 000 personnes ont demandé la protection de la Suisse depuis 1955. Parmi elles, 150 000 ont obtenu un statut de réfugié en première instance. Environ 250 000 ont probablement pu rester en Suisse après avoir bénéficié d'une admission provisoire ou par d'autres voies mais cela reste une approximation. À l'heure actuelle, un quart des personnes requérantes

obtiennent le statut de réfugié et un autre quart une protection subsidiaire (admission provisoire).

L'asile est donc une composante importante de l'immigration totale vers la Suisse. Son poids est en croissance et, au vu des restrictions sur les autres formes d'immigration extra-européenne, l'asile explique désormais l'évolution de la population en provenance d'Afrique et du Proche-Orient (10 000 personnes par année environ). Même s'il reste minoritaire dans l'immigration (environ 12,5 % des arrivées), l'asile a des conséquences importantes sur l'intégration car les personnes réfugiées n'arrivent, par définition, pas pour des motifs économiques et ne sont pas « recrutées » comme la plupart des autres personnes immigrantes. Il n'est donc pas étonnant qu'elles rencontrent des difficultés accrues en particulier sur le marché du travail.

Au 31 décembre 2023, seuls 529 personnes requérantes d'asile en âge de travailler exerçaient une activité professionnelle (3,8 %) selon le Secrétariat d'État aux migrations. Les chiffres sont plus élevés chez les personnes admises provisoirement (réfugiés admis à titre provisoire compris) [13 022 personnes occupées / 45 %] et au bénéfice du statut de réfugié [15 300 / 42 %] mais ces taux restent très inférieurs à ceux des autres groupes de population présents en Suisse qui sont supérieurs à 80 %. Les personnes issues de la politique d'asile rencontrent ces difficultés d'intégration en raison de leur parcours migratoire spécifique et des critères d'admission – humanitaires et non économiques – qui leur sont appliqués. Les situations de violence dans les régions d'origine ont aussi souvent bouleversé les parcours de scolarité et laissé des traumatismes. Durant la procédure d'asile, ces personnes rencontrent des handicaps supplémentaires liés à leur statut : restrictions de mobilité, incertitude sur la durée du séjour qui engendre la méfiance des employeurs, etc. Elles se présentent mal armées sur le marché du travail et risquent l'exclusion. Malgré ces handicaps, force est de constater qu'après une durée de séjour suffisamment longue – supérieure à cinq ans – la plupart des personnes réfugiées parviennent à s'insérer sur le marché du travail, parfois cependant au prix d'une déqualification. Bon an mal an,

elles contribuent donc de manière non négligeable à la prospérité helvétique, en particulier dans des secteurs délaissés par la main-d'œuvre locale tels que l'hôtellerie, la restauration, le nettoyage/hygiène et l'industrie agro-alimentaire.

Les nouveaux défis de l'immigration

L'intégration par le marché du travail a constitué un pilier de la politique suisse d'immigration et reste prédominante. Le lien entre économie et immigration tend désormais à s'affaiblir. On assiste ainsi à un déclin tendanciel de la proportion des personnes immigrant pour le travail – actuellement environ 50 % du total des entrées – au profit de l'asile et du regroupement familial. Ces nouvelles voies d'entrée révèlent une forme plus humaine d'ouverture à l'immigration et découlent des engagements internationaux de la Suisse. Il faut s'en réjouir. Mais elles conduisent à des situations hétérogènes en termes de provenances et de parcours de vie auxquelles les politiques doivent faire face. Des programmes d'intégration volontaristes ont été mis sur pied avec en particulier l'Agenda Intégration Suisse (AIS) dans le domaine de l'asile qui vise à faciliter l'accès au marché du travail par de l'information et de la formation. Mais de tels programmes doivent encore être développés. Les politiques d'intégration qui avaient en fin de compte joué peu de rôle dans les processus d'intégration en perspective historique joueront donc à l'avenir un rôle capital pour perpétuer le succès de l'immigration en Suisse.

Erfolgreiches Gesamtbild mit neuen Herausforderungen

Die Schweiz hat in den letzten Jahrzehnten Rekordzahlen bei der Einwanderung verzeichnet, die die Zuwanderungszahlen ihrer europäischen Nachbarstaaten weit übertreffen. Obwohl diese Einwanderung immer wieder heftige politische Debatten auslöst, scheint das Land mit der wachsenden Vielfalt seiner Bevölkerung erfolgreich umzugehen. Die meisten Integrationsindikatoren sind positiv. Dennoch bleiben wichtige Herausforderungen bestehen. Dieser Beitrag skizziert einige der wichtigsten Trends in Bezug auf Einwanderung und Integration und blickt in die Zukunft.

ETIENNE PIGUET

est professeur de géographie des mobilités à l'Université de Neuchâtel et était responsable de projet au « nccr – on the move » pour les phases I et II.